

1984, chapitre 18

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉBEC

Projet de loi 66

présenté par M. Yves L. Duhaime, ministre de l'Énergie et des Ressources

Présenté le 20 mars 1984

Principe adopté le 13 juin 1984

Adopté le 20 juin 1984

Sanctionné le 20 juin 1984

Entrée en vigueur: le 20 juin 1984

Loi modifiée:

Loi sur la Société de récupération, d'exploitation
et de développement forestiers du Québec (L.R.Q., chapitre S-12)



CHAPITRE 18

Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec

[Sanctionnée le 20 juin 1984]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. S-12, a. 4,
rempl. **1.** La Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (L.R.Q., chapitre S-12) est modifiée par le remplacement de l'article 4 par le suivant:

Fonds social « **4.** Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$.

Actions Il est divisé en 1 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. ».

c. S-12,
a. 7.1, aj. **2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, de l'article suivant:

Paiement
pour actions « **7.1** Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement, une somme de 66 250 000 \$ pour 662 500 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.

Versements Ce paiement peut être fait en un ou plusieurs versements; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa. ».

c. S-12, a. 9,
rempl. **3.** L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

Dépôt d'un
décret « **9.** Un décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 doit être déposé, dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux. ».

Effet
d'exception

4. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le 20 juin 1984.